



**Conférence des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr. générale  
3 novembre 2011  
Français  
Original: anglais

---

**Treizième session**

Doha (Qatar)  
21-26 avril 2012

**Préface du rapport du Secrétaire général de la CNUCED  
à la treizième session de la Conférence des Nations Unies  
sur le commerce et le développement\***

**Mondialisation et développement: vers des trajectoires  
de développement durable et équitable**

Table des matières

	<i>Page</i>
Le monde à l'envers.....	2
A. La mondialisation financière n'est plus de mise.....	4
B. L'avenir n'est plus ce qu'il était.....	5
C. Le temps de la mondialisation au service du développement est venu.....	6

---

\* On trouvera le texte intégral du rapport dans le document UNCTAD(XIII)/1, qui peut être consulté à l'adresse suivante: [http://www-dev.unctad.org/en/docs/tdxiii\\_report\\_en.pdf](http://www-dev.unctad.org/en/docs/tdxiii_report_en.pdf).

## Le monde à l'envers

1. Dans mon rapport à la douzième session de la Conférence (TD/413), j'indiquais que malgré la croissance record enregistrée dans les cinq années précédentes, des risques et des vulnérabilités non négligeables menaçaient les perspectives de croissance et risquaient de compromettre les initiatives en faveur d'un partenariat mondial pour le développement plus équitable et plus efficace. En particulier, j'observais que faire «la part belle à la libéralisation des marchés et à la flexibilité des prix s'est révélé insuffisant face à la complexité des enjeux de cette nouvelle phase de la mondialisation».

2. À l'époque, j'allais à contre-courant de la pensée dominante. Malgré les nuages qui apparaissaient à l'horizon économique, notamment sur le marché immobilier des États-Unis, et les inquiétudes (étroitement liées) quant aux déséquilibres mondiaux, les prévisions étaient au beau fixe sur le front économique, soutenu par des fondamentaux du marché solides. D'ailleurs, au moment où j'écrivais, le Fonds monétaire international (FMI) était en train de relever ses projections concernant la croissance mondiale.

3. Rétrospectivement, je me rends compte qu'en fait mon rapport sous-estimait la gravité des déséquilibres mondiaux. La forte hausse des prix des produits alimentaires révélait déjà que l'économie internationale était détraquée. Les signaux de danger sont devenus évidents au cours de la Conférence de la CNUCED à Accra, époque où les prix des céréales, du soja et du riz étaient tous plus hauts que jamais. Dans les mois qui ont suivi, de nouvelles hausses ont provoqué des troubles politiques dans plusieurs pays. Il y avait lieu aussi de s'inquiéter du prix du pétrole, qui dépassait les 100 dollars le baril, provoquant la crainte de l'inflation et le risque de tension géopolitique.

4. La bulle financière a éclaté en août 2007, et la banqueroute de Northern Rock en février 2008 et Bear Stearns en mars 2008 a révélé des difficultés sérieuses sur les marchés financiers. Les inquiétudes concernant les prêts à risque dans l'immobilier des États-Unis se sont accentuées au milieu de 2008, mais c'est la faillite de la banque Lehman Brothers en septembre qui a déclenché une crise que peu de gens avaient prévue ou même crue possible, révélant toute la fragilité des finances mondiales. Le marché du crédit a été gelé et les bourses se sont effondrées. Des établissements financiers de premier plan ont fait faillite et beaucoup d'autres se sont tournés vers leur gouvernement pour demander une aide. Le mal s'est propagé à une vitesse stupéfiante, provoquant un vent de panique manifeste sur les marchés financiers et chez les décideurs.

5. La première leçon à tirer de la crise est qu'il est aussi inefficace que coûteux de laisser les marchés se réguler eux-mêmes. Le sauvetage d'établissements financiers a déjà coûté des centaines de milliards de dollars et malgré des mesures budgétaires et monétaires sans précédent, le monde a connu sa première vraie récession depuis la Grande Dépression. On estime à 10 % la perte subie par la production mondiale entre 2008 et 2010 et des dizaines de millions d'emplois ont été détruits. D'après les estimations de l'Organisation internationale du Travail, il y aurait aujourd'hui 200 millions de chômeurs sur la planète. L'effet de la crise a été ressenti jusque dans les communautés qui n'avaient enregistré que peu d'amélioration dans les années de haute conjoncture: par suite de la crise, la population vivant dans l'extrême pauvreté a connu une augmentation de l'ordre de 50 à 100 millions de personnes.

6. Une deuxième leçon est à tirer de la crise: lorsqu'un grand nombre d'économies s'effondrent de façon aussi spectaculaire, c'est qu'il devait y avoir des faiblesses et des fragilités que les dirigeants ignoraient ou négligeaient. Nul ne conteste le pouvoir créateur des forces du marché, mais la recherche de gains rapides dans le secteur privé peut entraîner une insuffisance d'investissements productifs dont les bénéfices sont concentrés

entre les mains d'un petit nombre de nantis. Le risque est particulièrement aigu lorsque les marchés financiers se désolidarisent de l'économie réelle, subordonnant la création de richesses à l'accumulation rapide de l'endettement et à la valorisation du capital plutôt qu'à une amélioration régulière de la productivité et des revenus, et canalisant l'innovation vers l'ingénierie financière plutôt que vers le progrès technique. Une stratégie de croissance comme celle-là risque de n'être ni stable ni équitable.

7. La troisième leçon à tirer est que lorsque tout finit effectivement par s'effondrer, l'État demeure la seule institution capable de mobiliser les ressources nécessaires pour faire face à des menaces systémiques et de grande envergure. L'idée que l'État-nation était devenu pratiquement inutile dans un monde sans frontière n'a jamais été bien raisonnable. Étant donné que l'État est essentiel pour établir un contrat social solidaire et renforcer la politique participative, il est imprudent autant que vain d'en réduire ou d'en court-circuiter le rôle dans la gestion du développement économique et du changement. La tendance la plus inquiétante de ces dernières années est l'influence grandissante des marchés financiers qui assujettissent l'action des pouvoirs publics et les ressources publiques à leurs besoins et intérêts propres, ce qui a amené un ancien économiste du FMI à mettre en garde contre un «coup d'État masqué», y compris dans la période de l'après-crise.

8. Même depuis qu'un début de reprise s'est dessiné, les déséquilibres qui avaient surgi pendant la précédente période faste, surtout dans les pays avancés, se sont révélés très difficiles à corriger. Le surendettement privé demeure un frein au progrès dans bien des pays, tandis que le renflouement des banques et la récession ont eu pour effet conjugué de creuser les déficits publics, de déclencher une crise de la dette souveraine dans certains pays et de bloquer la reprise dans d'autres. Partout, la création d'emplois reste à la traîne, soulevant la menace de la croissance du chômage et le spectre du protectionnisme. Il y a donc une quatrième leçon à tirer de la crise, à savoir que dans un monde interdépendant, on ne peut pas attendre des pays qu'ils affrontent seuls des menaces et des déséquilibres déstabilisateurs. Or, aujourd'hui, aucune stratégie de rééquilibrage rationnelle ne s'est concrétisée à l'échelle multilatérale. La réaction initiale aux crises alimentaire et financière a été rapide, des ressources appréciables ont été engagées sur les deux fronts, la coordination des interventions publiques s'est améliorée et les vellétés de protectionnisme sont pour le moment jugulées. En revanche, les réformes requises pour prévenir le retour de la crise tardent à venir. Dans la période de transition, la charge de l'ajustement a été reportée sur le budget de l'État, déjà très sollicité, et les budgets des ménages très serrés, avec les menaces grandissantes qui en résultent pour la paix et la stabilité sociales.

9. Ni le FMI ni la Banque mondiale, qui ont abandonné leur vocation initiale pour succomber aux charmes tentateurs de marchés financiers dépourvus de règles, n'ont été capables de construire après la crise une vision de l'économie mondiale qui soit compatible avec le changement des réalités économique et politique. Cette carence fait ressortir une faiblesse plus grande encore de la gouvernance mondiale. Le Cycle de développement de Doha aura bientôt 10 ans, et il n'est pas encore achevé comme il avait été initialement prévu. Les progrès en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre sont au point mort parce qu'on n'a pas réussi à s'entendre sur un accord complet à Copenhague. Avant même la dernière crise, le maintien des objectifs du Millénaire pour le développement sur les rails était laborieux: il est aujourd'hui peu probable qu'on parvienne à les atteindre d'ici à 2015. Un phénomène est très révélateur: à l'époque où la conjoncture économique était meilleure, on n'a jamais pu trouver ne serait-ce qu'une fraction des ressources consacrées au sauvetage d'établissements financiers jugés «trop gros pour faire faillite» pour financer le développement socioéconomique, la construction d'infrastructures et la protection sociale ou pour relever les défis de l'écologie.

## A. La mondialisation financière n'est plus de mise

10. C'est aujourd'hui un lieu commun de considérer cette évolution comme faisant partie des inévitables vicissitudes d'un monde qui s'achemine vers une économie internationale sans frontière et comme étant le prix à payer pour le gain d'efficacité et de dynamisme apporté par les forces du marché. Cette manière de voir exige une grande confiance dans la logique d'un fonctionnement idéal des marchés. En réalité, on a assisté dans les trente dernières années à un ralentissement persistant de la croissance, à une diminution de l'utilité des investissements dans bien des pays et à une nette montée de l'inégalité de revenus presque partout. Par ailleurs, décrire l'économie mondiale comme étant un système naturel doté d'une logique propre c'est négliger les choix stratégiques sur lesquels elle repose.

11. La déréglementation générale du secteur financier dans les pays avancés, le démantèlement du contrôle des activités financières transfrontière et la multiplication des mouvements de capitaux qui en est résulté ont marqué une rupture radicale avec la politique internationale de l'après-guerre. La montée en puissance des intérêts financiers a affaibli les freins et contrepoids qui contribuaient auparavant à canaliser les forces du marché vers le type d'activités créatives et productives nécessaires à la croissance à long terme et elle a encouragé au contraire des comportements à courte vue et parfois destructeurs de la part des banques, des entreprises et des ménages. Ce genre de comportement procédait de l'hypothèse de l'efficacité du marché qui poussait au désengagement des pouvoirs publics dans toutes les situations économiques et pour tous les problèmes de l'économie.

12. La crise a fait justice de l'idée qu'il existe une solution universelle. Elle a porté un rude coup à l'orgueil des pays développés et à l'idée que les catastrophes économiques ne frappent que les pays en développement à cause de la faiblesse de leurs institutions, de leur corruption et de leur gabegie. Dominique Strauss-Kahn, ex-Directeur du FMI, concluait à juste titre que les événements intervenus depuis 2008 avaient «bouleversé les fondements intellectuels de l'ordre économique mondial des vingt-cinq dernières années» et ébranlé la croyance à des remèdes simplistes pour résoudre des problèmes de développement complexes.

13. Depuis les premières années 90, à contre-courant de la doctrine économique classique, la CNUCED fait valoir que la libéralisation prématurée des courants d'échanges et de capitaux comporte des risques non négligeables, qu'elle n'apporte que des avantages et qu'il est indispensable d'envisager une approche plus pragmatique de la stratégie de développement. En 1993, la CNUCED avait annoncé l'apparition d'une crise financière au Mexique, en 1995 nous avons signalé le risque systémique qu'impliquait la croissance du marché des produits dérivés et en 1997 non seulement nous étions conscients des dangers d'une libéralisation financière trop rapide en Asie de l'Est mais nous annoncions que la conjugaison de chocs répétés et d'inégalités croissantes pouvait entraîner un rejet de la mondialisation. Nous avons toujours dit que, face à des mouvements de capitaux sauvages et de grande ampleur, ni des taux de change fixes ni des taux de change variables ne pouvaient assurer la stabilité macroéconomique nécessaire à une forte croissance et que le contrôle des capitaux devait être un élément permanent de l'action des pouvoirs publics. Nous avons averti qu'en s'attachant exagérément à lutter contre l'inflation on risquait d'alimenter des cycles néfastes d'expansion-récession, surtout dans les pays en développement, et nous préconisions au contraire une plus grande marge de manœuvre budgétaire et une approche plus rationnelle de la gestion de la demande. Dans les dernières décennies, nous n'avons cessé d'affirmer que l'accumulation des dettes publique et privée entretenait des déséquilibres intolérables à l'échelle des ménages, des pays et du monde, et que les «plans de sauvetage» n'étaient ni efficaces ni souhaitables. En 2008, nous avons dit que la financiarisation des marchés présentant un intérêt stratégique pour les pays en développement avait atteint une ampleur dangereuse et qu'elle avait acquis une influence

plus grande sur le commerce et le développement que les fondamentaux de l'économie réelle.

14. Vu tout ce qui précède, j'ai choisi l'expression mondialisation financière pour caractériser le schéma dominant de relations économiques internationales de ces trente dernières années. Il s'agit de faire comprendre que la déréglementation financière, les initiatives concertées pour ouvrir le compte de capitaux et l'augmentation rapide des courants internationaux de capitaux sont les principales forces qui ont gouverné l'intégration économique depuis l'effondrement du système de Bretton Woods. Les marchés et les établissements financiers sont devenus les maîtres et non plus les serviteurs de l'économie réelle, faussant le commerce et les investissements, accentuant les inégalités et faisant peser une menace systémique sur la stabilité économique.

15. La dernière crise est un nouvel élément qui nous rappelle que la mondialisation financière est un projet politique et qu'il est donc légitime de la soumettre à un débat. Jusqu'à présent, on s'est contenté principalement de réagir au gré des circonstances, par des mesures ponctuelles pour atténuer les dommages causés par les chocs économiques, des partenariats informels pour faire face aux déséquilibres mondiaux et des alliances improvisées pour réclamer une meilleure transparence des marchés. Et l'on a enregistré quelques progrès: le G-20 a ajouté un niveau de coordination mieux ciblé dans l'économie internationale et il a contribué à pousser les institutions financières multilatérales vers des structures de gouvernance (un peu) plus représentatives et (un peu) moins de dogmatisme dans la prestation de conseils. Néanmoins, des divergences de vues sont apparues dans les pays avancés quant à la manière de réformer le système et l'on observe des signes alarmants de retour au statu quo. D'ailleurs, le secteur financier est déjà revenu à beaucoup de ses anciennes pratiques, alors que les finances publiques se détériorent et que la reprise marque le pas. Les mesures d'austérité sont de nouveau à l'ordre du jour et la résistance à la réglementation financière a commencé sérieusement.

## **B. L'avenir n'est plus ce qu'il était**

16. L'argent et les finances dominent le discours politique et font la une des journaux, mais il existe d'autres tendances importantes qui influencent les perspectives de développement. Peu de temps après la douzième session de la Conférence à Accra, l'ONU a conclu que notre planète était devenue véritablement urbaine, la moitié de la population mondiale vivant dans des villes, proportion qui devrait passer à plus de 60 % d'ici à 2030. L'urbanisation a été longtemps considérée comme une tendance progressive, étroitement liée à une série de processus cumulatifs qui amélioreraient le bien-être économique et social. Or cette relation n'est pas automatique et des difficultés considérables nous attendent. L'urbanisation rapide, une désindustrialisation prématurée et un secteur public affaibli conduisent à s'interroger sur l'affaiblissement des classes moyennes et, chose plus grave, une «planète de bidonvilles». Là où ces tendances se sont heurtées aux ambitions d'une population jeune, les frustrations économiques ont dégénéré en agitation politique, comme on l'a vu récemment en Afrique du Nord.

17. Il serait tout aussi erroné de négliger les problèmes de l'environnement, en particulier ce que le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT) a appelé la «collision fatale» entre l'urbanisation et les changements climatiques. Il est largement admis que le réchauffement de la planète est le résultat indésirable (et dont on ne connaît pas le prix) du développement des économies avancées d'aujourd'hui. La solution du problème exige une riposte mondiale qui ouvre une nouvelle trajectoire économique sans compromettre les objectifs de développement actuels. Il s'agira de trouver des solutions à faible émission de carbone et à forte croissance centrées sur de nouvelles technologies pouvant apporter un approvisionnement suffisant en énergie et des

revenus croissants à une population mondiale en augmentation, en réduisant beaucoup les émissions de gaz à effet de serre. Une politique d'investissement énergétique, avec transfert suffisant de ressources financières et de technologie en provenance des pays riches, est indispensable à ce rééquilibrage et montre le caractère interdépendant des défis qui se posent à la communauté internationale. Or jusqu'à présent, les encouragements économiques nécessaires, la volonté politique et des partenariats appropriés brillent par leur absence.

18. L'apparition de nouveaux pôles de croissance dans le Sud annonce un changement notable dans le paysage économique et politique du monde. La Chine est déjà la deuxième économie de la planète et son premier exportateur. L'Inde enregistre déjà deux décennies de forte croissance et elle ne cesse de se hisser de plus en plus haut dans l'échelle des exportations. Dans d'autres grands pays en développement comme le Brésil et l'Indonésie, la croissance a pris de la vitesse dans la deuxième moitié de la décennie écoulée. Depuis la Conférence d'Accra, la part des pays en développement dans le revenu mondial a augmenté de plus de trois points de pourcentage, passant à 30 %. Les schémas de commerce et d'investissement se sont modifiés en conséquence, des alliances et des groupements politiques nouveaux sont apparus, indiquant qu'un nouvel ordre mondial se dessine.

19. La résilience à la crise et le rebond après la crise, dans certaines régions en développement, marquent incontestablement une rupture importante avec le passé et ont fait naître l'espoir d'une période prolongée de convergence économique. La CNUCED a toujours considéré le Sud émergent comme étant la clef d'une économie mondiale plus équilibrée, mais une certaine prudence s'impose. Jusqu'à présent, le changement a été inégal, avec de grandes différences entre les régions en développement et entre les pays; beaucoup des pays les moins avancés (PMA) ont vu l'écart de revenu avec les autres pays se creuser dans les vingt dernières années, ce qui donne à penser que les relations économiques restent influencées par la polarisation. Par ailleurs, beaucoup de marchés émergents demeurent tributaires des économies dominantes et vulnérables aux changements politiques et économiques de ces dernières. Il faudra surveiller de près l'impact de la crise de la dette du Nord sur les pays en développement. Le Sud émergent est encore un organisme en gestation et il aura besoin de nouvelles formes de coopération et de partenariat pour consolider les acquis récents et relever les défis à venir.

### **C. Le temps de la mondialisation au service du développement est venu**

20. Dans la situation de l'entre-deux-guerres en Europe, caractérisée par l'insécurité économique et les tensions politiques, John Maynard Keynes avait appelé à la conception «de nouvelles politiques et de nouveaux instruments pour adapter et contrôler le fonctionnement des forces économiques, de façon qu'elles ne compromettent pas de façon intolérable le concept contemporain de ce qui est convenable dans l'intérêt de la stabilité sociale et de la justice sociale». Une nouvelle donne avait fini par émerger, mais seulement après que des comportements favorables à l'immobilisme aient laissé dans leur sillage des troubles monétaires, des ressources gaspillées et des communautés disloquées. Le paysage de l'économie mondiale d'aujourd'hui présente des analogies troublantes avec les années de l'entre-deux-guerres; comme à cette époque, ni les solutions de fortune ni le retour au statu quo ne remettront le train sur les rails. Il s'agit de rééquilibrer les économies lorsqu'il en est encore temps et d'une manière durable et équitable.

21. Cette fois-ci, le rééquilibrage exigera une nouvelle donne mondiale qui puisse hisser tout le monde sur le pont, dans les pays développés comme dans les pays en développement. Il y a une vérité évidente, c'est que les gens partout désirent à peu près la même chose: un emploi décent, la sécurité d'un toit, un environnement sûr, un meilleur avenir pour leurs enfants et un gouvernement qui les écoute et qui répond à leurs

préoccupations. La CNUCED a toujours préconisé un arsenal de mesures de politique générale et de réformes institutionnelles, sur les plans national et international, pour soutenir l'élévation du niveau de vie des pays en développement, construire leur résilience face aux chocs extérieurs et les aider à s'intégrer de façon équilibrée dans l'économie mondiale. La difficulté, comme je l'ai dit dans mon rapport à la douzième session de la Conférence, consiste moins dans l'obtention du «juste prix» que dans le «développement juste», grâce à une approche pragmatique, dynamique et solidaire de la politique macroéconomique, commerciale et industrielle.

22. La tâche urgente qui s'impose désormais aux décideurs, autant sur le plan international que sur le plan national, est de trouver la bonne combinaison de mesures de relance, de redistribution et de réglementation. J'ai choisi l'expression mondialisation au service du développement pour désigner les principes, les priorités et les politiques qu'il faut appliquer pour transformer une ébauche de reprise en un avenir solidaire et durable.

23. Pour commencer, il convient de réformer le système financier. Avant la crise déjà, il était clair qu'un développement stable et solidaire était incompatible avec la spéculation sur les marchés, les cycles d'expansion-récession et les programmes d'austérité auxquels ils conduisent invariablement. Il est significatif que les pays émergents du Sud qui ont réussi ont, en grande partie, mené une politique qui évitait ces écueils. Le secteur financier doit revenir à sa fonction première qui est de garantir la sécurité de l'épargne et de mobiliser des ressources pour les investissements productifs. Par ailleurs, des réformes sont nécessaires pour remplacer des mouvements de capitaux sauvages et opportunistes par un financement prévisible et à long terme du développement, afin de rétablir la stabilité des marchés monétaires et de soutenir des ajustements macroéconomiques propices à l'expansion. La surveillance et la réglementation devront être renforcées à tous les niveaux et il faudra peut-être envisager de nouveaux mécanismes institutionnels. En particulier, la coopération financière régionale aura, malgré les difficultés actuelles de l'eurozone, un rôle bien plus grand à jouer dans une architecture internationale rééquilibrée.

24. La stabilité des mécanismes monétaires et financiers est une condition préalable pour mettre le commerce et l'investissement au service d'une croissance et d'un développement qui ne laissent personne de côté. Or le rééquilibrage exige que les ressources, notamment financières, soient acheminées vers les activités productives qui conviennent. Pour beaucoup de pays en développement, le développement industriel demeure une priorité parce qu'il donne la possibilité de relever la productivité et les revenus et de tirer le meilleur parti du commerce international. Toutefois, une approche sectorielle plus large, mettant notamment l'accent sur le secteur primaire dans beaucoup de PMA, est nécessaire pour que les mesures visant à diversifier l'économie soient compatibles avec la création d'emplois, la sécurité de l'approvisionnement alimentaire et énergétique et une riposte efficace au défi des changements climatiques.

25. Le discours sur «le choix des gagnants» a été conforté de façon inattendue par la crise, mais la vraie difficulté est de faire en sorte que la politique industrielle, au sens large, soit bien articulée avec les autres mesures nécessaires pour tracer des chemins de développement solidaire. Étant donné que les économies diversifiées sont la pièce maîtresse d'un système commercial dynamique, il est indispensable de s'appuyer sur des politiques et des règles commerciales rationnelles, à tous les niveaux. C'est en résolvant le dilemme entre les accords régionaux de commerce et d'investissement actuels et l'élaboration de formes plus fécondes d'intégration entre pays voisins que les pays en développement pourront avancer. On peut aussi envisager de nouvelles règles mondiales dans les domaines présentant un intérêt particulier pour ces pays, y compris dans celui des marchés de produits de base et du transfert de technologie.

26. Un programme de développement solidaire ne peut pas reposer sur l'économie seulement. Dans la mondialisation financière, les tensions et les fardeaux des marchés non

réglementés n'ont été que trop souvent reportés sur les particuliers et les ménages et, dans les pays qui possèdent un régime de protection sociale, sur le budget de l'État. Dans bien des cas, l'augmentation sans précédent des inégalités de revenus est allée de pair avec l'insuffisance du financement des services publics et la montée de l'endettement des ménages. Il en est résulté un coût énorme pour la sécurité économique et la cohésion sociale. Même lorsque la croissance s'est accélérée, comme elle l'a fait dans beaucoup de pays en développement entre 2002 et 2008, trop de gens ont été laissés pour compte. Une économie équilibrée exige un pacte social solide, lequel exige à son tour toute une gamme de politiques sociales universelles et ciblées, bien adaptée à la situation, afin que les bénéfices de la croissance soient largement répartis et que ses risques soient équitablement partagés.

27. La crise a confirmé que la CNUCED avait raison d'insister depuis longtemps sur l'importance d'une marge de manœuvre politique, dont on ne saurait sous-estimer le rôle dans la construction de modalités de développement nouvelles et plus solidaires. En effet, les gouvernements doivent, particulièrement, mais pas uniquement, dans les pays en développement, remédier aux carences du marché, promouvoir la collaboration entre les entreprises dans le domaine de l'investissement à long terme, gérer l'intégration dans l'économie mondiale et faire en sorte que les avantages de cette action soient équitablement partagés. À cette fin, l'État doit construire une vision cohérente et solidaire du développement et forger une puissante alliance avec différents groupes d'intérêt afin de mieux gérer les conflits et les compromis que le changement apporte inévitablement. L'efficacité est subordonnée aussi à une approche plus intégrée de la stratégie, qui non seulement établit un lien entre les politiques macroéconomique, sectorielle, commerciale et financière à l'appui de la croissance et du développement, mais aussi qui associe entre elles les politiques économique, environnementale et sociale, débouchant sur des résultats durables dans l'intérêt de tous. C'est pourquoi, dans la version intégrale de mon rapport à la treizième session de la Conférence (qui porte la cote UNCTAD(XIII)/1), je souligne le rôle déterminant de l'État développementiste dans la construction de trajectoires de croissance équilibrée dans une économie où la mobilisation et l'affectation des ressources reposent sur les forces du marché.

28. Cela ne veut pas dire que l'État ne se trompe jamais. En effet, le sens des responsabilités, la transparence et le respect de la légalité sont tout aussi importants pour légitimer l'action de l'État qu'ils le sont pour donner assez de stabilité aux marchés. Toutefois, lorsque l'on compare les cas de réussite, de l'Amérique du Nord à la Scandinavie et à l'Asie de l'Est, on constate que l'économie de marché peut fonctionner dans des conditions sociales et politiques très diverses et que, mis à part quelques principes fondamentaux, il n'existe pas de modèle unique de relation entre l'État et le marché que l'on puisse imiter. Chaque pays doit pouvoir faire ses expériences et découvrir quelle configuration d'institutions et de gouvernance fonctionne le mieux dans sa situation et conformément aux attentes de sa population.

29. La responsabilité du choix des politiques de nature à garantir un avenir prospère, juste et stable incombe en grande partie aux gouvernements, aux institutions et à la population d'un pays. Néanmoins, dans notre monde interdépendant, une économie mondiale plus sûre et plus solidaire exige une autorité internationale forte et implique une responsabilité collective. Il faut donner une réponse à des questions épineuses quant au point de savoir si les arrangements actuels peuvent contribuer à trouver des substituts légitimes à la mondialisation financière qui favorisent l'intégration sociale et quant aux structures de gouvernance aptes à soutenir la mondialisation au service du développement. La treizième session de la Conférence à Doha est l'occasion pour la communauté internationale d'avoir un débat franc, ouvert et fécond sur cette problématique.